



# Déclaration liminaire

## CTSJ du 13 octobre 2022

### Monsieur le Directeur

Nous voici réunis pour le 1<sup>er</sup> CTSJ après les annonces budgétaires 2023. Comme tout à chacun nous ne pouvons que nous féliciter d'une augmentation de ce dernier, après 30 ans d'abandon comme l'a rappelé le Garde des Sceaux lors de sa présentation. Il est évident que lorsque l'on part de rien, on ne peut qu'augmenter.

On ne peut que se réjouir des créations d'emplois qui vont venir mais nous restons vigilants car nous souhaitons que la formation demeure de qualité et que notre statut ne soit pas rabaissé.

Il va nous falloir travailler sur des propositions, nous entendons être force de proposition pour ne pas se laisser guider notre formation par des corps supérieurs, qui souhaitent modeler nos collègues à leur main selon leur volonté. Faisons-nous de notre côté des propositions pour l'ENM? Dans un parallélisme des formes nous pourrions.

Notre crainte est très claire Monsieur le Directeur depuis votre arrivée vous avez ouverts des négociations sur un passage en catégorie A. Aujourd'hui c'est une arlésienne. Nous entendons votre sonnet sur les États Généraux qui ont tout bousculé, mais pour autant, aucune date d'entrée en négociation n'est donnée, cela ne sera pas pour tous vous l'avez dit dernièrement.

Mais il y aura une revalorisation statutaire pour les autres.

Nous le savons la fonction publique veut diminuer le nombre de corps et notre crainte est de revenir à ce que nous avons tous combattus dans les années 2010, nous voulons garder la spécificité du corps et notamment l'article 4 du statut. Les greffiers sont des techniciens de la procédure.

L'arrivée en masse de nos futures collègues va-t-elle favoriser le télétravail pour les collègues qui le souhaitent ? Car comme le disait l'un de vos prédécesseurs il va bien falloir asseoir des culs sur des chaises et les murs ne sont pas extensibles.

Nous vous rappelons que plusieurs freins demeurent pour nos collègues désireux de pratiquer du télétravail : l'informatique lamentable avec une non-conciliation de logiciel, la non-possibilité de sortie des dossiers ce qui est loisible pour le magistrat, à lui on lui fait confiance, le lâcher-prise de la hiérarchie qui n'a plus ces agents quotidiennement sous la main.

Les attentes sont grandes et contrairement à ce que vous pensez les annonces n'ont pas eu l'effet escompté dans les greffes car nos collègues ont besoin de RECONNAISSANCE.

Vous le savez comme nous le monde des greffes vire au naufrage et seul le dévouement de nos collègues permet de garder le cap.

Ne méconnaissez pas la grogne qui monte, Monsieur le directeur. Aujourd'hui, nos collègues sont prêts à faire grève dans la durée.

L'annonce d'un CIA égal à celui de l'an dernier fait l'effet d'un camouflet de votre part pour le travail réalisé chaque jour. Nos collègues ont-ils démerité ? Non, ils sont victimes de choix budgétaires, avec la DSJ c'est fromage ou dessert.

Monsieur le Directeur la lassitude gagne le monde des greffes dans chaque corps, un petit échantillon :

- Quid des palais qui prennent l'eau, des chaudières qui n'arrivent pas être remises en marche ?
- Quid des heures supplémentaires laissées dans la badgeuse pour tenir à jour le service public de la justice, pour nous c'est du travail au noir ?
- Quid de la difficulté de nos collègues à retourner dans leur région d'origine du fait des nombreux refus de mutation, disponibilité ou détachement ?
- Quid de la formation continue de moins en moins sollicitée par nos collègues qui soit n'ont pas le temps devant tenir leur service à jour soit ne veulent pas en avoir de leur poche puisqu'on leur refuse le remboursement des frais kilométriques alors que prendre les transports publics leur ferait prendre 3 fois plus de temps qu'en voiture ?
- Quid des futures coupures d'électricité où il est déjà demandé aux collègues d'anticiper et de prévoir des trames papiers. L'ère de la préhistoire n'est pas si loin !
- Aujourd'hui, une nouvelle difficulté la pénurie de gazoil, allez vous en conséquence accepter les demandes de télétravail pour faciliter le quotidien de nos collègues ? Monsieur le directeur, nous vous demandons d'intervenir auprès des préfets afin que les personnels de greffe soient placés parmi les personnes prioritaires pour l'accès aux fournitures d'essence, tel que vient de le faire Monsieur le Préfet des Alpes Maritimes.

La DSJ vogue depuis des années sur la bienveillance de nos collègues envers leur institution, sur les promesses qu'elle leur fait.

**Nous disons STOP**